

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 juillet 2020

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Thématique "Médiation sociale et Cadre
de vie" - Attribution de subventions aux
associations pour 2020

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2020.085

Date de la convocation : Le 24/07/2020 Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage en date du - 5 AOUT 2020 de la réception s/Préfecture en date du - 3 AOUT 2020 Pour le Président, La Responsable de Service  Corinne SAINTE
--

L'an deux mil vingt et le 30 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur LUCIANO,

La loi de programmation n° 2014-173 pour la Ville et la Cohésion urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur les thématiques « Médiation sociale et Cadre de vie », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur ce territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2019 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2020, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations suivantes :

- Relais de femmes ;
- Fondation d'Auteuil (Espace de Vie Sociale, Conseil Citoyen et Fonds de Participation des Habitants, Exclusion-Inclusion) ;
- Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes (APPASCAM) ;

L'action de Relais de Femmes vise à rendre autonome un public éloigné de l'insertion sociale et issu du quartier prioritaire, dans ses démarches administratives, à organiser des ateliers d'information collective sur des sujets de la vie quotidienne.

La première action de l'association Fondation d'Auteuil tend, à travers l'Espace de Vie Sociale, à accueillir, orienter les familles avec enfants du quartier prioritaire, sur des actions parents-enfants, des sorties socio-culturelles, à accompagner les parents dans leurs démarches administratives.

La deuxième action retenue de Fondation d'Auteuil vise, à travers le Conseil Citoyen (instance créée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine - Article 7), à mettre en place une instance composée des habitants du quartier prioritaire et des acteurs locaux, en vue de construire des projets utiles au quartier, participer aux étapes de la programmation des actions politiques de la ville.

La troisième action de Fondation d'Auteuil a pour objectif, avec le Fonds de Participation aux Habitants, de soutenir les projets portés par des habitants du quartier prioritaire à hauteur de 500 euros par projet.

L'action Exclusion – Inclusion portée par Fondation d'Auteuil permet en outre aux collégiens temporairement exclus par mesure disciplinaire, de participer à un programme se substituant à la scolarité et leur permettant de réfléchir sur leurs actes et rejoindre l'établissement scolaire dans un nouvel état d'esprit.

Enfin, l'association APPASCAM accompagne les associations du quartier prioritaire sur leurs dossiers de demandes de subventions et le volet ressources humaines.

En raison de la crise du Covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser leurs activités ou reporter des projets, dont certains sont subventionnés par l'Etat, les Collectivités Territoriales ou d'autres acteurs publics. Le Premier Ministre a souhaité rappeler que l'Etat doit les soutenir et a incité les autres autorités publiques à faire de même.

Ce 6 mai 2020, il a pris une circulaire n° 6166/SG pour rappeler les règles applicables à toutes les autorités administratives et définir les règles de bonnes pratiques de gestion des subventions pour l'Etat et ses établissements publics.

Il est ainsi prévu que l'autorité administrative pourra inciter l'association à décaler le projet et vérifiera l'importance des sommes engagées par rapport au montant de la subvention.

La CASA a d'ores et déjà interrogé chacune de ces associations pour connaître plus précisément l'impact de la crise du Covid-19 sur leur activité en 2020.

Les associations ont ainsi eu à réorganiser leurs interventions en leur donnant un format compatible avec les contraintes de confinement de leurs équipes et du public visé.

Ces associations qui interviennent sur le domaine la médiation sociale ont pu garder avec leur public habituel un contact régulier et ont participé à coordonner à distance les actions des partenaires en direction des personnes les plus précarisées : mise à disposition de matériel informatique durant le confinement et distribution de masques ou visières de protection au moment de la reprise. L'Espace de Vie Sociale porté par la Fondation des Apprentis d'Auteuil a notamment joué un rôle important dans cette dynamique.

Il faut également souligner le rôle de l'association APPASCAM venue en aide aux associations dans le cadre de l'accompagnement aux démarches administratives liées à la gestion de cette période (recours au télétravail, au chômage partiel, adaptation des modalités d'accueil etc.)

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe en annexe afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2020 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2019 ;

Considérant que les actions de « Médiation sociale et Cadre de vie » menées par les associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, et APPASCAM dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu la délibération n° 2020.006 du conseil communautaire du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2020 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, et APPASCAM selon la répartition suivante :

Médiation sociale et cadre de vie		
Association ou structure	Action	Montant de la subvention
Relais de femmes	Médiation sociale, animation et prévention	5 000€
Fondation d'Auteuil	Animation d'un Espace de Vie Sociale	8 000€
Fondation d'Auteuil	Animation du Conseil Citoyen	3 000€
Fondation d'Auteuil	Gestion du Fond de Participation des Habitants (FPH)	1 000€
Fondation d'Auteuil	Exclusion – Inclusion	2 500€
APPASCAM	Accompagnement des associations du QPV	6 000€
Total		25 500 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière avec les associations précitées, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction 523 - Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE

- d'octroyer une subvention aux associations RELAIS DE FEMMES, FONDATION D'AUTEUIL, et APPASCAM selon la répartition suivante :

Médiation sociale et cadre de vie		
Association ou structure	Action	Montant de la subvention
Relais de femmes	Médiation sociale, animation et prévention	5 000€
Fondation d'Auteuil	Animation d'un Espace de Vie Sociale	8 000€
Fondation d'Auteuil	Animation du Conseil Citoyen	3 000€
Fondation d'Auteuil	Gestion du Fond de Participation des Habitants (FPH)	1 000€
Fondation d'Auteuil	Exclusion – Inclusion	2 500€
APPASCAM	Accompagnement des associations du QPV	6 000€
Total		25 500 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière avec les associations précitées, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction 523 - Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION RELAIS DE FEMMES
Action « Médiation sociale-Lien social, animation locale et citoyenneté »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée RELAIS DE FEMMES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but, sans distinction de nationalité, de confession et d'opinion politique, l'animation et la médiation sociale, l'intégration sociale et culturelle des populations en précarité, principalement des femmes et de leurs familles, dont le siège social est situé au 9 rue du Docteur Senes – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Samia LAHMAR, agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **RELAIS DE FEMMES**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, RELAIS DE FEMMES exerce notamment une mission de médiation sociale et familiale.

Dans ce cadre, il est prévu des actions de proximité tournées vers les femmes et leurs familles telles que l'animation de quartier, l'accueil et l'orientation de publics.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, RELAIS DE FEMMES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation et d'animation sur le quartier prioritaire « Cœur de Ville-Hauts de Vallauris ».

Il s'agit :

- De rendre le public, servi par les actions, plus autonome dans ses démarches, notamment administratives ;
- De dynamiser et rendre acteurs les habitants du quartier à travers les différentes rencontres, manifestations, débats ;
- D'aider à la résolution des problèmes administratifs par l'information et l'orientation ;
- De développer le partenariat (CIDFF, Parenthèse, l'antenne de justice de Vallauris, MSAP, services de police...) notamment dans le cadre du droit de la famille, la lutte contre les violences conjugales.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement RELAIS DE FEMMES pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 67 243 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

RELAIS DE FEMMES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

RELAIS DE FEMMES s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes issues du quartier prioritaire ;
- Nombre total de personnes accueillies ;
- Nombre d'adhésions nouvelles;
- Nombre d'ateliers organisés sur la médiation sociale, thématiques abordées et nombre de participants ;
- Nombre d'accompagnements individuels et répartition sur les grandes thématiques ;
- Nombre d'initiations à l'informatique par semaine, sur une année ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, auxquelles l'association a participé ;
- Nombre de réunions de régulation avec les partenaires, organisées par l'association.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par RELAIS DE FEMMES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

RELAIS DE FEMMES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

RELAIS DE FEMMES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association RELAIS DE FEMMES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une

version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association RELAIS DE FEMMES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association RELAIS DE FEMMES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

RELAIS DE FEMMES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

RELAIS DE FEMMES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), RELAIS DE FEMME s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association RELAIS DE FEMMES,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion sociale et à la
Politique de la Ville

Samia LAHMAR

7. Budget⁵ du projet

Année 2020

RELAIS DE FEMMES
SUB 2020

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 2 100,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 2 100,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 180,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 180,00 €
61 - Service extérieurs 7 760,00 € Locations..... 6 792,00 € Entretien et réparation..... 48,00 € Assurance..... 920,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 6 084,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 3 816,00 € Publicité, publication..... 1 740,00 € Déplacements, Missions..... 300,00 € Services bancaires, autres..... 228,00 €	74 - Subventions d'exploitation 50 740,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 8 000,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 8 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 6 000,00 € 06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 6 000,00 € Commune(s)..... 2 000,00 € VALLAURIS (06220) 2 000,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 8 000,00 € 14-CAF 8 000,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 24 240,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 2 500,00 € FDVA PACA: demande pour 2020.
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 545,00 € 756.Cotisations..... 545,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 35 679,00 € Rémunération des personnels..... 23 160,00 € Charges sociales..... 11 215,00 € Autres charges de personnel..... 1 304,00 €	76 - Produits financiers 158,00 € Produits financiers..... 158,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante..... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € 789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	Ressources propres affectées au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnelle (déficit)..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 15 620,00 € 870 - Bénévolat..... 7 280,00 € 871 - Prestations en nature..... 8 340,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 15 620,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 8 340,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 7 280,00 €	
Total des Charges 67 243,00 €	Total des ressources 67 243,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Actions spécifiques « Liens sociaux et solidarité »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mobiliser les jeunes du quartier des Hauts de Vallauris par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de cohésion sociale à destination des familles des quartiers prioritaires.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions spécifiques et des objectifs :

- Faciliter et développer l'accès aux infrastructures et aux services de droit commun de la commune par l'accueil, l'information et l'orientation des habitants ;
- Susciter, soutenir et accompagner les initiatives et projets des habitants ;
- Développer les liens et le partenariat entre les structures de la commune et les actions spécifiques AFC ;
- Valoriser les connaissances et la compétence de chacun, à travers les échanges de savoirs et de services ;
- Appréhender l'aide à l'éducation par un réseau de soutien et d'appui à la parentalité ;
- Mobiliser les jeunes du quartier par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité ;
- Sensibiliser au droit civique et au respect de l'environnement.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020

En cas de non-réalisation dans ce délai la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 153 812 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000€.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accompagnées par la structure : nombre de nouvelles entrées, nombre de sorties ;
- Nombre de personnes orientées vers les structures partenaires et typologie des demandes ;
- Nombre d'actions de communication des actions EVS ;
- Nombre d'actions parents ;
- Nombre d'actions enfants (0-6 ans / 6-11 ans / 11-17ans) ;
- Nombre d'enfants orientés vers le PRE ;
- Nombre d'actions collectives par axe du projet social ;
- Nombre de réunion de concertation avec les habitants ;
- Nombre d'informations collectives sur l'axe mobilité, garde d'enfant ;
- Nombre d'informations relayées sur l'emploi aux habitants (forums emploi, flyers partenaires de l'emploi, infos relayées par la commission emploi) ;
- Nombre de personnes réorientées vers les structures de l'emploi (Pôle Emploi, Mission Locale, PLIE, Emploi et Services 06 etc...) ;
- Recensement des demandes formulées par les habitants fréquentant la structure et mise en regard avec les actions et nombre de réunions du comité des usagers ;
- Nombre de réunions de régulation avec les structures partenaires (MSAP, CCAS, Relais de femmes, IGS...).

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale et à
la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 2 500,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 2 500,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 4 140,00 € Locations..... 2 940,00 € Entretien et réparation..... 1 000,00 € Assurance..... 200,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 1 500,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 1 000,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 500,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 144 371,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 26 000,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 26 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 8 000,00 € 06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 8 000,00 € Commune(s)..... 25 000,00 € VALLAURIS (06220) 25 000,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 38 173,00 € 06-CAF 38 173,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 38 698,00 € Aides privées (fondation)..... 8 500,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 1 200,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 1 200,00 €
64 - Charges de personnel 135 377,00 € Rémunération des personnels..... 88 482,00 € Charges sociales..... 46 895,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante 10 295,00 € Autres charges de gestion courante..... 10 295,00 €	
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	
67 - Charges exceptionnelles 0,00 €	

Charges exceptionnelles..... 0,00 €	750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
	Ressources propres affectés au projet 8 241,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 8 241,00 €
	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 € 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges 153 812,00 €	Total des ressources 153 812,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Conseil Citoyen »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020

Ci-après désignée **C.A.S.A,**

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale, sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL,**

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation, notamment auprès des jeunes, par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" (article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre et animer un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

Le conseil citoyen est mis en place sur la base d'initiatives participatives. Il est animé par un médiateur, composé d'habitants et de représentants des associations et acteurs locaux.

Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration d'actions et d'initiatives ayant pour objectifs :

- De conforter les dynamiques citoyennes existantes ;
- De garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée ;
- De garantir la place des habitants dans toutes les instances de pilotage ;
- De créer un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants allant dans le sens de l'amélioration du cadre de vie et le mieux vivre ensemble.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 16 619 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 3 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à communiquer un bilan annuel mentionnant :

- Nombre total de conseillers, répartition par tranches d'âge et par sexe ;
- Nombre de nouveaux membres entrants sur l'année ;
- Nombre de réunions plénières ;
- Moyenne de membres présents par réunion ;
- Nombre de projets réalisés par le conseil citoyen (CC) ;
- Nombre d'habitants associés aux actions du CC ;
- Thématiques traitées en réunions ;
- Nombre de désengagements sur l'année (sorties) ;
- Le nombre de réunions avec les habitants ;
- Nombre de conseillers présents sur les bilans des actions du contrat de ville ;
- Nombre de conseillers présents aux comités techniques.

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet du conseil citoyen initialement défini est bien respecté.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), la FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville

Jean Marc SAUVE

CHARGES	RESSOURCES
<p><u>60 - Achats 200,00 €</u></p> <p>Prestations de services..... 0,00 €</p> <p>Achats matières et fournitures..... 200,00 €</p> <p>Autres fournitures..... 0,00 €</p> <p><u>61 - Service extérieurs 953,00 €</u></p> <p>Locations..... 953,00 €</p> <p>Entretien et réparation..... 0,00 €</p> <p>Assurance..... 0,00 €</p> <p>Documentation..... 0,00 €</p> <p><u>62 - Autres services extérieurs 200,00 €</u></p> <p>Rémunérations intermédiaires et honoraires.... 0,00 €</p> <p>Publicité, publication..... 0,00 €</p> <p>Déplacements, Missions..... 200,00 €</p> <p>Services bancaires, autres..... 0,00 €</p> <p><u>63 - Impôts et taxes 0,00 €</u></p> <p>Impôts et taxes sur rémunération.... 0,00 €</p> <p>Autres impôts et taxes..... 0,00 €</p> <p><u>64 - Charges de personnel 14 146,00 €</u></p> <p>Rémunération des personnels..... 14 146,00 €</p> <p>Charges sociales..... 0,00 €</p> <p>Autres charges de personnel..... 0,00 €</p> <p><u>65 - Autres charges de gestion courante 1 120,00 €</u></p> <p>Autres charges de gestion courante. 1 120,00 €</p> <p><u>66 - Charges financières 0,00 €</u></p> <p>Charges financières..... 0,00 €</p>	<p><u>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 €</u></p> <p>Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €</p> <p><u>73 - Dotations et produits de tarification 0,00 €</u></p> <p>Dotations et produits de tarification.. 0,00 €</p> <p><u>74 - Subventions d'exploitation 4 500,00 €</u></p> <p>Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 1 000,00 €</p> <p>06-ETAT-POLITIQUE-VILLE..... 1 000,00 €</p> <p>Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 €</p> <p>Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 €</p> <p>Communautés de communes ou d'agglomérations..... 3 500,00 €</p> <p>06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS..... 3 500,00 €</p> <p>Commune(s)..... 0,00 €</p> <p>Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 €</p> <p>Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 €</p> <p>L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 0,00 €</p> <p>Aides privées (fondation)..... 0,00 €</p> <p>Autres établissements publics..... 0,00 €</p> <p><u>75 - Autres produits de gestion courante 0,00 €</u></p> <p>756.Cotisations..... 0,00 €</p> <p>758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 €</p>

<p><u>67 - Charges exceptionnelles 0,00 €</u></p> <p>Charges exceptionnelles..... 0,00 €</p> <p><u>68 - Dotation aux amortissements 0,00 €</u></p> <p>Dotation aux amortissements..... 0,00 €</p> <p><u>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 €</u></p> <p>Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés.. 0,00 €</p> <p><u>Charges indirectes 0,00 €</u></p> <p>Charges fixes de fonctionnement.... 0,00 €</p> <p>Frais financiers..... 0,00 €</p> <p>Autres charges indirectes..... 0,00 €</p> <p>Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €</p> <p><u>86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 €</u></p> <p>860 - Secours en nature..... 0,00 €</p> <p>861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 €</p> <p>862 - Prestations..... 0,00 €</p> <p>864 - Personnel bénévole..... 0,00 €</p>	<p>750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €</p> <p><u>76 - Produits financiers 0,00 €</u></p> <p>Produits financiers..... 0,00 €</p> <p><u>77 - Produits exceptionnels 0,00 €</u></p> <p>Produits exceptionnels..... 0,00 €</p> <p><u>78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 €</u></p> <p>789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 €</p> <p><u>79 - Transfert de charges 0,00 €</u></p> <p>Transfert de charges..... 0,00 €</p> <p><u>Ressources propres affectées au projet 12 119,00 €</u></p> <p>Insuffisance prévisionnelle (déficit).... 12 119,00 €</p> <p><u>87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €</u></p> <p>870 - Bénévolat..... 0,00 €</p> <p>871 - Prestations en nature..... 0,00 €</p> <p>875 - Dons en nature..... 0,00 €</p>
Total des Charges 16 619,00 €	Total des ressources 16 619,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL
Action « Fonds de Participation des Habitants »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentéeagissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en œuvre d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris" (article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre le Fonds de Participation des Habitants sur le territoire prioritaire "Cœur de ville - Hauts de Vallauris", conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

Le Fonds de Participation des Habitants est animé par la médiatrice du conseil citoyen. Cet outil permet de financer des projets portés par les habitants du quartier prioritaire, à hauteur de 500euros maximum par projet. Il est cofinancé par l'Etat et la CAF.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 11 007€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année, l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à communiquer un bilan annuel mentionnant :

- Nombre total de projets présentés ;
- Nombre de projets mis en œuvre le 1^{er} semestre et sur le second semestre ;
- Nombre de porteurs de projets ;
- Moyenne de participants bénéficiaires prévus au projet ;
- Nombre d'habitants bénéficiaires réels du projet (répartition par sexe et 2 tranches d'âge :
– de 25 ans et + de 25 ans) ;
- Répartition du nombre de projets sur les Hauts de Vallauris et sur le centre-ville ;
- Typologie des thématiques des projets mis en œuvre ;
- Nombre de partenaires associés aux projets ;
- Implication et autonomie des habitants (capacité à rédiger, à présenter et mettre en œuvre les projets) ;
- Mesure de la satisfaction des bénéficiaires et porteurs des projets réalisés.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une

version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 3 700,00 € Prestations de services..... 3 500,00 € Achats matières et fournitures..... 200,00 € Autres fournitures..... 0,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 0,00 € Locations..... 0,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 0,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 150,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 0,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 150,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 5 500,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 1 500,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 1 500,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 1 000,00 € 06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 1 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 3 000,00 € 06-CAF 3 000,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 0,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 0,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
64 - Charges de personnel 6 690,00 € Rémunération des personnels..... 6 690,00 € Charges sociales..... 0,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 467,00 € Autres charges de gestion courante..... 467,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	Ressources propres affectés au projet 5 507,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 5 507,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 €
Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	

870 - Bénévolat..... 0,00 €
871 - Prestations en nature..... 0,00 €
875 - Dons en nature..... 0,00 €

Total des Charges

11 007,00 €

Total des ressources

11 007,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC FONDATION D'AUTEUIL
Action « Exclusion / Inclusion »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville. La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL développe des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 35 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours sur 9 semaines de septembre à juin.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire, les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir FONDATION D'AUTEUIL financièrement pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020 et prend en compte la réalisation de l'action sur l'année scolaire en cours.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 16 812 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre de collégiens ayant bénéficié de ce dispositif,
- Nombre de collégiens exclus plus d'une fois (sur l'année scolaire),
- Nombre de parents reçus préalablement par l'association, nombre de parents ayant refusé l'accompagnement (et les raisons des refus),
- Nombre d'orientations vers d'autres dispositifs pour ces collégiens suivis dans ce programme (ex. sur les VVV, vers le service jeunesse, PRE, sur le CMP),
- Nombre d'actions collectives organisées par d'autres partenaires (Antenne de justice, Passaj).

Ces indicateurs sont aussi qualitatifs :

- Échange sur les bénéfices de l'action pour les collégiens en lien avec la direction du collège, les parents, les collégiens eux-mêmes, en lien aussi avec une scolarité dite « plus » régulière (réunions de coordination),
- Evaluation de la motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...),
- Evaluation/régulation du dispositif mis en œuvre avec les partenaires impliqués.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
 - Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
 - Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

3-2. Budget prévisionnel de l'action

EXERCICE 2020

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
60 – Achats	100	70 – Produits des services et ventes diverses	0
Prestations de service		Prestations de formation	
Achats matières et fournitures	100		
Autres fournitures			
61 - Services extérieurs	640		
Sous-traitance			
Crédit Bail			
Locations	300		
Entretien et de réparations	140		
Assurances	200	74- Financements et subventions	16 812
Documentation		CAF	
Autres		Conseil Régional	
62 - Autres services extérieurs	6 250	CASA	3 000
Honoraires, rémunérations d'intermédiaires	6 150	Etat	13 000
Publicités, publications		Commune	
Déplacements et missions	100	Autres financements publics	
Services bancaires et autres		Autres subventions privées	812
Autres prestations			
63 - Impôts et taxes & Versements assimilés	0		
Taxes sur les salaires		75 - Autres produits de gestion courante	0
Autres impôts et taxes		Autres produits de gestion courante	
		Quote-part subventions investissements	
64- Frais de personnel	6 215	76 - Produits financiers	0
Rémunération du personnel	6 215		
Charges sociales			
Autres charges du personnel		77 - Produits exceptionnels	
65- Autres charges de gestion courante	3 607	78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
Frais de siège	1 057		
Frais fixes de fonctionnement	2550		
67- Charges exceptionnelles			
68- Dotations	0		
Dotation aux amortissements		79 – Transfert de charges	0
Dotations aux provisions			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 – Contribution volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	16 812	TOTAL	16 812

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA PROFESSIONNALISATION
DE L'ANIMATION SPORTIVE ET CULTURELLE
DANS LES ALPES-MARITIMES (A.P.P.A.S.C.A.M.)
Action « centre de ressources et d'information pour les associations et les
bénévoles »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée paragissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée Association pour la Promotion et la Professionnalisation de l'Animation Sportive et Culturelle dans les Alpes-Maritimes (A.P.P.A.S.C.A.M.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la conception d'actions d'information, de promotion et d'études susceptibles de favoriser le développement d'emplois à profil associatif, dont le siège social est situé 2, rue de la Foux - 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Madame Nathalie AUDIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **l'A.P.P.A.S.C.A.M.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, l'A.P.P.A.S.C.A.M. exerce notamment une mission de promotion et de professionnalisation de l'animation sportive et culturelle dans les Alpes-Maritimes et de centre de ressources et d'information des bénévoles.

Dans ce cadre, l'association propose la délocalisation du centre de ressources et d'information pour les bénévoles.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'aide au fonctionnement des associations locales (soutien juridique pour le fonctionnement des instances, aide au montage du budget, etc...).

Les principaux objectifs de l'A.P.P.A.S.C.A.M. sont de :

- Participer à la création d'emplois sur le territoire ;
- Apporter une aide à la fonction employeur aux associations ;
- Aider au développement d'activités de lien social sur le territoire ;
- Apporter une aide aux porteurs de projets individuels et collectifs ;
- Responsabiliser et informer les bénévoles ;
- Apporter une aide et expertise pour la réalisation des actions menée par les associations ainsi accompagnées dans le cadre de la programmation du contrat de Ville 2015-2022.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire « Cœur de Ville - Hauts de Vallauris » en direction des associations du quartier prioritaire qui sollicitent l'association.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'A.P.P.A.S.C.A.M. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 9 750 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'A.P.P.A.S.C.A.M. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6 000 euros.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION - EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à fournir un bilan intermédiaire qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Les indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre d'accompagnements pour les associations œuvrant dans le cadre du contrat de ville,
- Nombre de personnes rencontrées,
- Nombre de relais des appels à projets,
- Nombre d'emploi créés au sein des associations accompagnées.

Sur le plan qualitatif, chaque mesure d'accompagnement fera l'objet d'une fiche d'évaluation.

Chaque association ou porteur de projet aura un dossier permettant d'évaluer son projet associatif et de suivre son évolution.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et l'A.P.P.A.S.C.A.M.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

➤ L'A.P.P.A.S.C.A.M. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'A.P.P.A.S.C.A.M. remettra à la CASA ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou, au plus tard, avant le 1^{er} août de l'année 2021.
- Si l'A.P.P.A.S.C.A.M. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'A.P.P.A.S.C.A.M. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

L'A.P.P.A.S.C.A.M. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois suivant la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'A.P.P.A.S.C.A.M. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association A.P.P.A.S.C.A.M.,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la
Politique de la Ville

Nathalie AUDIN

7. Budget⁵ du projet

Année 2020

APPASCAM - SUB 2020

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 300,00 € Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 0,00 € Autres fournitures..... 300,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 0,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 0,00 € Locations..... 0,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 0,00 € Documentation..... 0,00 €	73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
62 - Autres services extérieurs 750,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 0,00 € Publicité, publication..... 100,00 € Déplacements, Missions..... 650,00 € Services bancaires, autres..... 0,00 €	74 - Subventions d'exploitation 8 250,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 1 500,00 € 06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 1 500,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 6 000,00 € 06-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 6 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 €
63 - Impôts et taxes 350,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 350,00 €	
64 - Charges de personnel 6 850,00 € Rémunération des personnels..... 4 500,00 €	

Charges sociales..... 2 000,00 € Autres charges de personnel..... 350,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 750,00 €
65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante..... 0,00 €	75 - Autres produits de gestion courante 1 500,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 1 500,00 €
66 - Charges financières 0,00 € Charges financières..... 0,00 €	76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 €
67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 €	77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 €
68 - Dotation aux amortissements 0,00 € Dotation aux amortissements..... 0,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € Reprises sur amortissements et provisions..... 0,00 €
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés..... 0,00 €	79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 €
Charges indirectes 1 500,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 1 500,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	Ressources propres affectés au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnel (déficit)..... 0,00 €
86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	87 - Contributions volontaires en nature 0,00 € 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
Total des Charges 9 750,00 €	Total des ressources 9 750,00 €

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/07/2020
Numéro : BC_2020_085
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique "Médiation sociale et Cadre de vie" -
Attribution de subventions aux associations pour 2020
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : FyeOhtf

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/08/2020
Identifiant : 006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE

Acte reçu

Date : 30/07/2020
Numéro interne : BC_2020_085
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : ThÃ©matique "MÃ©diation sociale et Cadre de vie" - Attribution de subventions aux associations
pour 2020
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 12

99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_6.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_7.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_8.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_9.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_10.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_11.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_12.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_085-DE-1-1_13.PDF

N